

Les « faux de Béria » c'était la politique de Staline

férences de compréhension sur une série d'importantes questions du développement social. Le fait qu'en Yougoslavie règne la propriété sociale des moyens de production essentiels ; le fait que les classes fondamentales en Yougoslavie sont la classe ouvrière et la paysannerie travailleuse... ; le fait que les travailleurs d'U.R.S.S. et de Yougoslavie ont des intérêts vitaux communs, les intérêts du mouvement ouvrier international, la communauté des buts finaux de la classe ouvrière, tous ces faits montrent qu'il existe une base solide pour une coopération étroite et multilatérale entre les peuples soviétiques et yougoslaves. »

En termes plus précis, cela signifie que le journal officiel du P.C. de l'U.R.S.S. reconnaît :

1. Que la Yougoslavie comme l'U.R.S.S. est un Etat dont les bases sociales sont celles d'un Etat ouvrier, en opposition aux Etats où domine le capitalisme ; et que l'un et l'autre œuvrent en direction du socialisme.

2. Qu'il y a un lien entre l'existence de ces Etats d'une part, les intérêts du mouvement ouvrier international d'autre part.

3. Que les points ci-dessus sont vrais et restent vrais, bien que les gouvernements des deux Etats aient des divergences sur des questions relatives à leur politique intérieure et internationale.

Ce dernier point du texte de la « Pravda » est particulièrement important, car pour la première fois depuis le triomphe de la bureaucratie soviétique en U.R.S.S., sous la direction de Staline, pour la première fois le gouvernement soviétique, alias direction du P.C. de l'U.R.S.S., reconnaît implicitement l'existence d'une tendance ouvrière différente (se réclamant elle aussi du communisme) dans un Etat conquis par la révolution prolétarienne ; et le droit à son existence.

Le morceau est de taille : rien ne pourrait justifier que ce qui est vrai d'un Etat ouvrier à l'autre doive s'arrêter aux frontières de l'U.R.S.S. ou à celles d'un Parti Communiste.

LA YUGOSLAVIE A ETE « FASCISTE »

Beaucoup de militants communistes ne pourront lire sans sourciller les proclamations de

la Pravda. Que de changements depuis 1948 !

Tout fut mis en œuvre pour rejeter la Yougoslavie dans les griffes du capitalisme, afin de justifier la légende du « titisme », agence impérialiste au sein du mouvement ouvrier.

C'est en tant que « titistes » que furent EXECUTES Rajk et Justus à Budapest, Kostov à Sofia, Slansky et Clementis à Prague et des milliers d'autres.

C'est pour « titisme » que furent traqués des opposants ou de simples hésitants. Les militants français n'ont pas oublié la lutte acharnée menée par leur Parti contre les jeunes travailleurs qui voulaient seulement connaître la vérité, voir par eux-mêmes la réalité yougoslave avant de se prononcer.

En cette noire période de calomnies sans frein, un Pierre Courtade (depuis lors élu au Comité Central) pouvait écrire :

« NOUS VOULONS DIRE TRES PRECISEMENT QUE LE REGIME DE BELGRADE A TOUTES LES CARACTERISTIQUES D'UN REGIME FASCISTE, ET CELA, AU SENS SCIENTIFIQUE DU TERME... LE CAPITAL FINANCIER A REUSSI EN YUGOSLAVIE, MIEUX ENCORE QU'EN ALLEMAGNE OU EN ITALIE, A IDENTIFIER COMPLETEMENT SES INTERETS A CEUX D'UN CAPITALISME D'ETAT ANONYME » (*Humanité*, 13 juin 1950).

Dès son arrivée à Belgrade, Khrouchchev non seulement a retiré toutes les accusations contre les communistes yougoslaves, mais il a voulu fournir l'explication : c'est Béria qui a fabriqué des faux...

La politique d'un parti ou d'un Etat à la merci d'un faux document, cette explication grotesque n'a même pas eu l'acquiescement diplomatique des Yougoslaves. Elle sera rejetée par tout communiste sérieux qui ne peut croire à une explication policière de l'histoire. Elle n'apportera qu'un discrédit supplémentaire à ces dirigeants des P.C. qui se dispensent de penser et se bornent à répéter les propos changeants et contradictoires des gouvernements changeants de l'U.R.S.S.

FAILLITE

DE TOUTE UNE POLITIQUE A l'heure actuelle, la nouvelle politique soviétique constitue

la condamnation implicite de toutes ces accusations dont il ne subsiste plus rien. Il ne suffit pas de se réjouir de ce revirement. Il faut s'interroger sur les origines de tels crimes (il n'y a pas d'autre mot), comme sur celles de leur condamnation. La politique des années 48-53 n'était pas le fruit d'un hasard, mais d'une volonté délibérée des plus hauts dirigeants de l'U.R.S.S., en premier lieu de Staline. C'est sur les bases politiques et sociales de leur attitude qu'il faut établir la clarté.

L'affaire est d'une importance considérable ; les Yougoslaves n'ont été ni les premiers, ni les derniers à faire l'objet des pires calomnies. Si les accusations portées contre eux sont maintenant abandonnées comme dénuées de valeur, chaque militant commencera par se poser le même point d'interrogation sur les « crimes » imputés à tous les opposants qui ont défendu un point de vue divergent de celui du gouvernement soviétique ou d'une direction d'un P.C. ; depuis Marty, qualifié de policier, jusqu'à Trotsky odieusement persécuté jusqu'à son assassinat.

Si les procès Rajk, Kostov, Slansky... n'ont été que des machinations politiques, n'est-ce pas toute la tradition judiciaire soviétique qui est battue en brèche, et ne faut-il pas remettre en question aussi les trop fameux procès de Moscou ?

LES SEULS INTERETS DE LA REVOLUTION

Il n'est nullement question de justifier la politique yougoslave, ni d'endosser les lourdes erreurs, les concessions sans nécessités qui ont marqué son évolution depuis sept ans. Mais le mouvement ouvrier ne peut ignorer la leçon fondamentale de toute cette affaire.

La politique d'un parti qui prétend défendre les intérêts de la révolution prolétarienne ne peut pas s'aligner automatiquement sur les décisions, tournants, manœuvres et volte-face de la diplomatie soviétique.

Les dirigeants socialistes exploitent toute occasion pour réclamer des dirigeants du P.C. « la rupture avec Moscou ». Sous cette revendication, les leaders réformistes exigent en réalité que la classe ouvrière abandonne l'U.R.S.S. et les autres Etats où le capitalisme a

été écrasé, en face des pressions, des provocations et des agressions impérialistes. De cela il ne peut être question pour n'importe quel révolutionnaire.

Mais cela ne veut pas dire que le soutien, la défense de l'U.R.S.S. et des pays qui se sont déjà libérés de la domination capitaliste, ne peut se concevoir que comme l'alignement automatique sur toutes les décisions du gouvernement soviétique. Une telle façon d'opérer peut faciliter la tâche de journalistes à la Courtade, de dirigeants à la Vermeersch qui, après, vient dire aux communistes parisiens à la Mutualité : « Ne recherchons pas les responsabilités de la rupture, puisque Washington est mécontent ». Cela peut convenir à ces êtres qui ont toujours eu « le cœur ouvert et l'âme pure », pour approuver les assassinats juridiques de dirigeants communistes d'autres pays.

Mais de tels crimes et leur approbation, ce n'était pas, ce n'est pas la défense de l'U.R.S.S. De tels crimes, c'était la défense de couches privilégiées en U.R.S.S. qui ont dépossédé le prolétariat soviétique de ses droits les plus élémentaires.

De nouveaux rapports de force, dans le monde, forcent la bureaucratie soviétique à jeter du lest pour maintenir aussi longtemps que possible ses privilèges. C'est contraints et forcés que Krouchtchev, Boulganine et autres vont à Belgrade, cherchant à se débarrasser des odieux stigmates que leur a laissés leur patron défunt, Staline.

Les militants ouvriers, les communistes tireront profit de cette situation pour se montrer plus exigeants et plus audacieux envers les serviteurs de cette bureaucratie soviétique qui président aux destinées des P.C. Ils rejeteront cette politique à la remorque des diplomates du Kremlin ; ils imposeront une politique déterminée par eux, dans le libre jeu de la démocratie prolétarienne, par la libre confrontation des idées et des tendances ; ils revendiqueront la réhabilitation de toutes les victimes d'un régime de crimes, de mensonges et de calomnies qui a trop longtemps souillé le mouvement communiste et qui aujourd'hui encore, l'empêche de remplir son rôle contre le monde capitaliste qui s'écroule.

MISERE DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

(suite de la page 11)

rêt des élèves, mais aussi de celui des maîtres. Or des classes trop nombreuses provoquent pour ceux-ci un dangereux surmenage qui, avec les classes excessivement trop nombreuses qu'on connaît à l'heure actuelle, peut amener un véritable épuisement nerveux allant jusqu'à des troubles mentaux. Le développement de tels troubles chez les enseignants a été observé ces dernières années d'une façon véritablement alarmante. » Or l'Etat n'autorise de création que

si la moyenne de 40 élèves par classe est atteinte dans une école ! de plus, pour les écoles maternelles il refuse absolument de procéder à des ouvertures à titre officieux si bien que l'on voit des classes fonctionner avec 80 ELEVES. Mon école est de celles-là, l'année dernière l'Académie a créé une classe saisonnière à Pâques mais il n'y avait pas d'institutrice pour l'assurer et mes 2 collègues et moi avons dû procéder à une nouvelle répartition des élèves et essayer

chacune d'occuper 60 gosses presque sans matériel et sans suffisamment de chaises pour les faire asseoir.

L'Etat fait remarquer à chaque demande de reclassement de la fonction enseignante que l'instituteur est un fonctionnaire logé. Il faut voir dans quelles conditions dans les campagnes et les petites villes : sans eau, sans évier, sans w.c. et ceux qui doivent, tout particulièrement, enseigner l'hygiène, la nécessité des installations sanitaires à la

maison, à la ferme, ceux qui doivent glorifier la mission civilisatrice de la France dans ses colonies (nous apportons aux indigènes l'instruction et l'hygiène : c'est évident) doivent aussi honteusement tous les jours, aller vider un seau dont on ne donne pas le nom à une heure où il n'y a personne dehors.

Et l'Etat-patron trouve de mauvais goût que ses serviteurs soient déjants, indociles et revendicatifs !